

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2023-2024.*

Stukken van het Waals Parlement 1510 (2023-2024) Nrs. 1<sup>ter</sup> tot 9.

Volledig verslag, plenaire zitting van 13 maart 2024

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/007204]

### 10 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol et l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en ce qui concerne l'exploitation de systèmes ouverts en géothermie peu profonde

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 3, alinéa 4, modifié en dernier lieu par le décret du 3 février 2005, 17, modifié en dernier lieu par le décret du 4 octobre 2018, 21, alinéa 3, et 83, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le rapport du 26 avril 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 2023/249 – Env.23.88 AV du pôle « Environnement », section « Eau », donné le 26 juillet 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 janvier 2024) au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.454/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 janvier 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande de permis d'environnement portant sur des systèmes de géothermie ouverts qui comportent une réinjection d'eau souterraine est actuellement visée par la rubrique 41.00.04 de la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et, est placée en classe 1 ;

Considérant en effet que, par principe de précaution, l'installation de réinjection est assimilée à une installation de recharge artificielle de la nappe d'eau souterraine ;

Considérant que cette rubrique s'applique par défaut peu importe le volume considéré alors que dans la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, le seuil pour les dispositifs de captage ou de recharge artificielle des eaux souterraines est établi à dix hectomètres cubes (10 Mm<sup>3</sup>) de volume annuel d'eaux à capter ou à recharger ;

Considérant que la réinjection d'eau souterraine à des fins géothermiques se distingue nettement de la recharge artificielle de nappe d'eau souterraine, le but recherché par cette dernière étant d'accroître artificiellement la recharge naturelle d'une nappe d'eau souterraine dans un objectif de gestion de la pression quantitative ou qualitative qui s'exerce sur celle-ci ;

Considérant que les progrès techniques relatifs aux techniques de forage et les connaissances scientifiques et pratiques acquises dans le cadre des multiples demandes de permis portant sur des projets géothermiques, en Région flamande et en Région bruxelloise ou dans les Etats voisins, permettent de lever les doutes en ce qui concerne les impacts environnementaux de certains projets comportant une réinjection d'eau souterraine ;

Considérant que les principes de conception, de mise en œuvre et d'exploitation d'ouvrages de type puits forés et équipés pour la réinjection d'eau souterraine, en particulier dans le cas de systèmes géothermiques ouverts peu profonds inférieur ou égal à cinq cents mètres avec réinjection, permettent d'emblée d'estimer en première approche que les risques environnementaux qui y sont liés sont faibles à modérés et ne justifient pas d'étude des incidences environnementales ;

Considérant que, dans le cas de systèmes géothermiques sur nappe peu profonds, l'installation de prise d'eau souterraine, au moyen d'au moins un puits de pompage, est suffisamment encadrée par les rubriques et les conditions existantes en classe 1 uniquement si supérieur à dix Mm<sup>3</sup>/an ; aucun système géothermique de ce type n'étant connu ni envisagé à ce jour en Région wallonne à de tels volumes de pompage ;

Considérant que l'installation de réinjection d'eau souterraine, au moyen d'au moins un puits de réinjection, consiste à réintroduire dans la même nappe et au même endroit distance de l'ordre de quelques dizaines à maximum quelques centaines de mètres entre les puits de pompage et les puits de réinjection l'eau souterraine qui y a préalablement été pompée en vue d'en extraire l'énergie thermique ;

Considérant que cette eau est certes sensiblement altérée [00ef][0081][0084]T° limité à quelques degrés et équilibres physico-chimiques associés mais que la pression qualitative correspondante peut raisonnablement être considérée comme faible à très faible ;

Considérant qu'une pression quantitative très locale existe tant au niveau des ouvrages de prise d'eau cône de rabattement que des ouvrages de réinjection dôme piézométrique ;

Considérant cependant que cette pression quantitative pourrait suffisamment être encadrée par des conditions sectorielles dans le cadre d'un projet de géothermie sur nappe peu profonde ;

Considérant que le principe de l'autorisation de tels projets est maintenu puisqu'ils sont placés en classe 2 et que le fonctionnaire technique pourra toujours estimer, au cas par cas, que les incidences environnementales attendues d'un projet particulier sont notables et qu'une étude des incidences environnementales est jointe à la demande de permis ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'annexe Ière de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la rubrique 41, il est ajouté une rubrique 41.00.05 rédigée comme suit : «

41.00.05 Installation pour la réinjection d'eau souterraine Par réinjection d'eau souterraine, l'on entend la réintroduction locale dans la même nappe de tout ou partie de l'eau souterraine qui y est pompée dans le cadre de l'étude et de l'exploitation de systèmes géothermiques ouverts						
41.00.05.01. d'une capacité inférieure ou égale à 10 000 000 m <sup>3</sup> /an et de faible profondeur inférieure ou égale à 500 mètres	2			DESO DEBD		
41.00.05.02 d'une capacité supérieure à 10 000 000 m <sup>3</sup> /an ou de grande profondeur supérieure à 500 mètres	1	X		DESO DEBD		

2° la rubrique 45.12.01.02 « destinés à recevoir des sondes géothermiques et situés au dehors une zone de prévention de prise d'eau souterraine » est renumérotée 45.12.01.03<usb>;

3° dans la rubrique 45.12.01, il est inséré des nouvelles rubriques, rédigées comme suit : «

45.12.01.04	destinés à la réinjection d'eau souterraine en vue de l'exploitation de systèmes géothermiques ouverts hormis les forages inhérents à des situations d'urgence ou accidentelles				DESODEDB	
45.12.01.04.01	de faible profondeur inférieure ou égale à cinq cents mètres	2				
45.12.01.04.02	de grande profondeur supérieure à cinq cents mètres	1	X		DESO DRIGM DEDB	

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2022, l'alinéa 3 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une prise d'eau, un forage, à l'équipement d'un puits et une installation pour la recharge ou les essais de recharge artificielle des eaux souterraines, à la réinjection d'eau souterraine visée par la rubrique 41.00.05 de l'annexe Ière de l'arrête du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le ministre de l'Environnement. ».

**Art. 3.** A l'article 30 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2022, l'aliéna 3 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une prise d'eau, un forage, à l'équipement d'un puits et une installation pour la recharge ou les essais de recharge artificielle des eaux souterraines, à la réinjection d'eau souterraine visée par la rubrique 41.00.05 de l'annexe Ière de l'arrête du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le ministre de l'Environnement. ».

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ainsi que pour les recours administratifs y relatifs, se poursuivent conformément aux règles en vigueur le jour de l'introduction de la demande ou du recours.

**Art. 5.** Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 10 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/007204]

**10. APRIL 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2024 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, sowie der Anlagen oder Tätigkeiten, die ein Risiko für den Boden darstellen, und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung in Bezug auf den Betrieb von offenen Systemen in der oberflächennahen Geothermie**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3 Absatz 4, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005, und Artikel 17, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, 21 Absatz 3 und 83 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten sowie der Anlagen oder Tätigkeiten, die ein Risiko für den Boden darstellen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Berichts vom 26. April 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Stellungnahme Nr. 2023/249 - Umw.23.88 AV des Pols "Umwelt", Abteilung "Wasser", die am 26. Juli 2023 abgegeben wurde;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf Abgabe eines Gutachtens am 26. Januar 2024 unter der Nummer 75.454/4 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 26. Januar 2024, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat kein Gutachten innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In der Erwägung, dass der Antrag auf eine Umweltgenehmigung für offene geothermische Systeme, die eine Reinjektion von Grundwasser beinhalten, derzeit unter die Rubrik 41.00.04 der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte, sowie der klassifizierten Anlagen und Tätigkeiten fällt und in die Klasse 1 eingestuft wird;

In der Erwägung, dass die Anlage zur Reinjektion aus Gründen des Vorsorgeprinzips mit einer Anlage zur künstlichen Anreicherung des Grundwasserspiegels gleichgesetzt wird;

In der Erwägung, dass diese Rubrik ungeachtet des betrachteten Volumens standardmäßig angewendet wird, wenn in der Richtlinie 2011/92/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten über die Umwelt der Schwellenwert für Vorrichtungen zur Entnahme oder künstlichen Anreicherung von Grundwasser auf zehn Kubikhektometer (10 hm<sup>3</sup>) des jährlichen Volumens des zu entnehmenden oder anzureichenden Wassers festgelegt wird;

In der Erwägung, dass die Reinjektion von Grundwasser zu geothermischen Zwecken sich deutlich von der künstlichen Anreicherung des Grundwasserspiegels unterscheidet, die darauf abzielt, die natürliche Anreicherung eines Grundwasserspiegels künstlich zu erhöhen, um den quantitativen oder qualitativen Druck auf dieses zu bewältigen;

In der Erwägung, dass der technische Fortschritt bei den Bohrtechniken und die wissenschaftlichen und praktischen Kenntnisse, die im Rahmen der zahlreichen Genehmigungsanträge für geothermische Projekte in der Flämischen Region und der Brüsseler Region oder in den Nachbarstaaten gewonnen wurden, es ermöglichen, die Zweifel hinsichtlich der Umweltauswirkungen bestimmter Projekte, die eine Reinjektion von Grundwasser beinhalten, auszuräumen;

In der Erwägung, dass die Art der Planung, der Umsetzung und des Betriebs von Bauwerken wie gebohrten und ausgerüsteten Brunnen zur Reinjektion von Grundwasser, insbesondere bei oberflächennahen offenen geothermischen Systemen mit einer Tiefe von bis zu 500 Metern mit Reinjektion, von vornherein den Schluss zulassen, dass die damit verbundenen Umweltrisiken gering bis moderat sind und keine Umweltverträglichkeitsprüfung erfordern;

In der Erwägung, dass im Falle von geothermischen Systemen, die auf oberflächennahen Grundwasserschichten basieren, die Anlage zur Entnahme von Grundwasser mittels mindestens eines Pumpbrunnens durch die bestehenden Rubriken und Bedingungen der Klasse 1 nur dann ausreichend geregelt ist, wenn sie größer als zehn Mm<sup>3</sup>/Jahr ist; in der Wallonischen Region ist bislang kein solches geothermisches System mit derartigen Pumpbrunnen bekannt oder geplant;

In der Erwägung, dass die Anlage zur Reinjektion von Grundwasser mit mindestens einen Reinjektionsbrunnen darin besteht, das zuvor gepumpte Grundwasser in denselben Grundwasserspiegel und an derselben Stelle in einem Abstand von einigen Dutzend bis maximal einigen Hundert Metern zwischen den Pumpbrunnen und den Reinjektionsbrunnen wieder einzuleiten, um ihm thermische Energie zu entziehen;

In der Erwägung, dass dieses Wasser zwar deutlich beeinträchtigt ist (Temperatur auf einige Grade begrenzt und damit verbundenes physikalisch-chemisches Gleichgewicht), aber der entsprechende qualitative Druck realistisch als gering bis sehr gering angesehen werden kann;

In der Erwägung, dass ein sehr lokaler quantitativer Druck sowohl bei den Wasserentnahmebauwerken (Absenkegel) als auch bei den Reinjektionsbauwerken (Grundwasserkuppel) besteht;

In der Erwägung jedoch, dass dieser quantitative Druck durch sektorbezogene Bedingungen im Rahmen eines Geothermieprojekts in oberflächennahen Grundwasserschichten ausreichend geregelt werden könnte;

In der Erwägung, dass der Grundsatz der Genehmigung solcher Projekte beibehalten wird, da sie in Klasse 2 eingestuft werden, und dass der technische Beamte im Einzelfall immer noch zu der Einschätzung gelangen kann, dass die zu erwartenden Umweltauswirkungen eines bestimmten Projekts erheblich sind, und dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung dem Genehmigungsantrag beigefügt wird;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Anhang I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten sowie der Anlagen oder Tätigkeiten, die ein Risiko für den Boden darstellen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Rubrik 41 wird eine Rubrik 41.00.05 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt: "

4141.00.05 Anlage zur Reinjektion von Grundwasser Unter Reinjektion von Grundwasser versteht man die lokale Reinjektion des gesamten oder eines Teils des dort abgepumpten Grundwassers in denselben Grundwasserspiegel im Rahmen der Prüfung und Nutzung offener geothermischer Systeme							
41.00.05.01. mit einer Kapazität von bis zu 10 000 000 m <sup>3</sup> /Jahr und einer geringen Tiefe von bis zu 500 Metern	2			DESO DEBD			
41.00.05.02 mit einer Kapazität von mehr als 10 000 000 m <sup>3</sup> /Jahr oder einer großen Tiefe von mehr als 500 Metern	1	X		DESO DEBD			

2° die Rubrik 45.12.01.02 "dazu bestimmt, geothermische Sonden aufzunehmen, und außerhalb einer Präventivzone für Grundwasserentnahme gelegen" erhält die neue Nummer 45.12.01.03.

3° in der Rubrik 45.12.01 werden neue Rubriken eingefügt, die wie folgt lauten: "

45.12.01.04	zur Reinjektion von Grundwasser zur Nutzung offener geothermischer Systeme bestimmt, mit Ausnahme von Bohrungen in Not- oder Unfallsituationen				DESODEDB		
4512 01.04.01	von geringer Tiefe von bis zu fünfhundert Metern	2					
4512 01.04.02	von großer Tiefe von mehr als fünfhundert Metern	1	X		DESO DRIGM DEDB		

**Art. 2** - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. September 2022, wird Absatz 3 durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf eine Wasserentnahme, eine Bohrung, die Ausrüstung eines Brunnens und eine Anlage für die künstliche Anreicherung oder für Anreicherungsversuche von Grundwasser oder auf die Reinjektion von Grundwasser bezieht, die unter die Rubrik 41.00.05 des Anhangs I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten fällt, enthält er, außer den im allgemeinen Antragsformular geforderten Angaben, die vom Minister für Umwelt festgelegten Angaben. "

**Art. 3** - In Artikel 30 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. September 2022, wird Absatz 3 durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf eine Wasserentnahme, eine Bohrung, die Ausrüstung eines Brunnens und eine Anlage für die künstliche Anreicherung oder für Anreicherungsversuche von Grundwasser oder auf die Reinjektion von Grundwasser bezieht, die unter die Rubrik 41.00.05 des Anhangs I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten fällt, enthält er, außer den im allgemeinen Antragsformular geforderten Angaben, die vom Minister für Umwelt festgelegten Angaben. "

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Die vor dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die damit verbundenen administrativen Beschwerden werden nach den am Tag des Einreichens des Antrags oder der Beschwerde geltenden Regeln behandelt.

**Art. 5** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. April 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz  
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/007204]

**10 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse Regering van 10 april 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning met betrekking tot de exploitatie van open ondiepe geothermische systemen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de artikelen 3, vierde lid, laatst gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, 17, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2018, 21, derde lid, en 83, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het rapport van 26 april 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 2023/249 - Env.23.88 AV van de beleidsgroep "Leefmilieu", sectie "Water", gegeven op 26 juli 2023;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 26 januari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.454/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 26 januari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag voor een milieuvergunning met betrekking tot open geothermische systemen met herinjectie van grondwater momenteel onder rubriek 41.00.04 van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en ingedeelde installaties en activiteiten valt en in klasse 1 is ingedeeld;

Overwegende dat de herinjectie-installatie immers uit voorzorg wordt gelijkgesteld met een kunstmatige aanvullingsinstallatie van de grondwaterlaag;

Overwegende dat deze rubriek standaard van toepassing is ongeacht het in aanmerking genomen volume, terwijl in Richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, de drempel voor voorzieningen voor het onttrekken of kunstmatig aanvullen van grondwater wordt vastgesteld op tien kubieke hectometer (10 Mm<sup>3</sup>) van het jaarlijks volume water dat moet worden onttrokken of aangevuld;

Overwegende dat het herinjecteren van grondwater voor geothermische doeleinden duidelijk te onderscheiden is van het kunstmatig aanvullen van grondwater, waarbij het doel van het laatste is om de natuurlijke aanvulling van grondwater kunstmatig te vergroten om de kwantitatieve of kwalitatieve druk erop te beheersen;

Overwegende dat de technische vooruitgang op het vlak van boortechnieken en de wetenschappelijke en praktische kennis die werd verworven in het kader van talrijke vergunningsaanvragen voor geothermische projecten in het Vlaamse Gewest, het Brusselse Gewest en de buurlanden, de twijfels hebben weggenomen over de milieueffecten van bepaalde projecten waarbij grondwater opnieuw wordt geïnjecteerd;

Overwegende dat de principes van ontwerp, uitvoering en exploitatie van putten die geboord en uitgerust zijn voor de herinjectie van grondwater, in het bijzonder in het geval van ondiepe open geothermische systemen met herinjectie van vijfhonderd meter of minder, het mogelijk maken om van meet af aan te schatten dat de gerelateerde milieurisico's laag tot matig zijn en geen milieueffectstudie rechtvaardigen;

Overwegende dat in het geval van geothermische systemen op ondiep grondwater, de installatie van grondwateronttrekking, door middel van ten minste één pompput, alleen voldoende wordt gereguleerd door de bestaande rubrieken en voorwaarden van klasse 1 als de onttrekking meer dan tien Mm<sup>3</sup>/jaar bedraagt, daar er tot op heden geen geothermisch systeem van dit type bekend of gepland is in het Waalse Gewest met dergelijke pomppvolumes;

Overwegende dat de installatie voor de herinjectie van grondwater, door middel van ten minste één herinjectieput, bestaat uit het opnieuw inbrengen in hetzelfde grondwaterpeil en op dezelfde plaats, op een afstand van enkele tientallen tot maximaal enkele honderden meters tussen de pompputten en de herinjectieputten, van het grondwater dat daar eerder werd opgepompt met het oog op het onttrekken van thermische energie;

Overwegende dat dit water zeker aanzienlijk aangetast is, met [00ef][0081][0084]T° beperkt tot een paar graden en bijbehorende fysisch-chemische evenwichten, maar dat de bijbehorende kwalitatieve druk redelijkerwijs kan worden beschouwd als laag tot zeer laag;

Overwegende dat een zeer lokale kwantitatieve druk bestaat op het niveau van de waterinnameconstructies, de drawdown cone en de piëzometrische koepel van de herinjectieconstructies;

Overwegende dat deze kwantitatieve druk echter voldoende worden gecontroleerd door sectorale voorwaarden in het kader van een geothermisch project in de ondiepe grondwaterlaag;

Overwegende dat het beginsel om dergelijke projecten toe te staan gehandhaafd blijft aangezien zij in klasse 2 worden ingedeeld en dat de technisch ambtenaar altijd per geval zal kunnen oordelen of de verwachte milieueffecten van een bepaald project aanzienlijk zijn en dat bij de vergunningsaanvraag een milieueffectstudie wordt gevoegd;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in rubriek 41, wordt een rubriek 41.00.05 ingevoegd, luidend als volgt: "

41.00.05 Installatie voor herinjectie van grondwater Onder herinjectie van grondwater wordt verstaan de lokale herinjectie in dezelfde grondwaterlaag van alle of een deel van het grondwater dat eruit is gepompt in het kader van het onderzoek naar en de exploitatie van open geothermische systemen.						
41.00.05.01. met een capaciteit lager dan of gelijk aan 10 000 000 m <sup>3</sup> per jaar en een ondiepte lager dan of gelijk aan 500 meter	2			DESO DEBD		
41.00.05.02. met een capaciteit hoger dan 10 000 000 m <sup>3</sup> per jaar en een grote diepte van meer dan 500 meter	1	X		DESO DEBD		

2° de rubriek 45.12.01.02 "bestemd om geothermische sondes te ontvangen en gelegen buiten een ondergronds waterwinningsgebied" wordt vernummerd 45.12.01.03;

3° in rubriek 45.12.01, worden nieuwe rubrieken ingevoegd, luidend als volgt: "

45.12.01.04	voor de herinjectie van grondwater om open geothermische systemen te exploiteren, met uitzondering van boorgaten die in nood- of ongevalsituaties worden geboord				DESODEDB	
45.12.01.04.01	ondiepte lager dan of gelijk aan vijfhonderd meter	2				
45.12.01.04.02	grote diepte van meer dan vijfhonderd meter	1	X		DESO DRIGM DEDB	

**Art. 2.** In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 september 2022, derde lid, wordt vervangen door volgend lid, luidend als volgt:

"Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een waterwinning, een boring, de uitrusting van een put en een installatie voor de bevoorrading of de proeven voor de kunstmatige bevoorrading van het grondwater, de reinjectie van grondwater bedoeld bij rubriek 41.00.05 van bijlage I van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de in het algemene aanvraagformulier gevraagde informatie, de door de Minister van Leefmilieu bepaalde informatie. "

**Art. 3.** In artikel 30 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 september 2022, wordt het derde lid vervangen door volgend lid, luidend als volgt :

"Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een waterwinning, een boring, de uitrusting van een put en een installatie voor de bevoorrading of de proeven voor de kunstmatige bevoorrading van het grondwater, de reinjectie van grondwater bedoeld bij rubriek 41.00.05 van bijlage I van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de in het algemene aanvraagformulier gevraagde informatie, de door de Minister van Leefmilieu bepaalde informatie. "

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld overeenkomstig de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag of van het beroep.

**Art. 5.** De Minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203756]

**19 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité verte produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 36bis, inséré par le décret du 4 octobre 2007 et modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, l'article 37, § 1<sup>er</sup>, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, et l'article 38, § 1<sup>er</sup>, modifié en dernier lieu par le décret du 31 janvier 2019;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 33quater, inséré par le décret du 21 mai 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu le rapport du 13 mars 2024 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du pôle « Energie », donné le 4 avril 2024;

Vu l'avis de la Fédération des biométhaniseurs agricoles, donné le 4 avril 2024;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'Energie, donné le 5 avril 2024;

Vu l'avis du Comité transversal de la Biomasse, donné le 8 avril 2024;

Vu l'avis de Valbiom, donné le 9 avril 2024;

Vu l'avis d'Edora donné le 10 avril 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu que la demande d'avis a été inscrite le 27 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.991/4;

Vu la décision de la section de législation du 28 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité verte au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 30 novembre 2006 du Gouvernement wallon relatif à la promotion de l'électricité verte au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, remplacé par l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2012 et modifié par l'arrêté du 13 février 2014, est complété par les mots « et la directive (UE) 2018/2001 du Parlement Européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables ».

**Art. 2.** Dans l'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2023, sont insérés les 8<sup>o</sup>/1 et 8<sup>o</sup>/2 rédigés comme suit :

« 8<sup>o</sup>/1 « mix renouvelable » : la part du fuel mix couverte par les garanties d'origine annulées;

8<sup>o</sup>/2 « mix résiduel » : la part du fuel mix non couverte par les garanties d'origine annulées; ».

**Art. 3.** A l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les mots « lorsque l'électricité est produite par cogénération à haut rendement à partir de sources d'énergies renouvelables, seule une garantie d'origine qui précise les deux caractéristiques est émise » sont insérés entre les mots « par MWh » et les mots « ; et/ou ».